

# Police

## Assurance contre les erreurs et omissions des consultants en environnement

NO. DE POLICE : SRD408471 REMPLAÇANT POLICE NO. : SRD393052  
NO. DE CLIENT : 121485 COURTIER : OCTAVE ASSURANCES INC

### CONDITIONS PARTICULIÈRES

1. ASSURÉ désigné : GROUPE ENVIRO-CONSEIL GS INC.;  
GROUPE ENVIRO-CONSEIL; GUESSOUS ANAS
2. Adresse de l'ASSURÉ : 300-1692 PLACE DE LIERRE  
LAVAL QC H7G 4X7
3. Période d'assurance : du 19 septembre 2012 au 19 septembre 2013  
à 00 h 01 heure locale à l'adresse de  
l'ASSURÉ désigné sans tacite reconduction
4. Limites de garantie : \* 1 000 000 \$ par SINISTRE  
\* 1 000 000 \$ par période d'assurance
5. Franchise : \* 5 000 \$ par SINISTRE
6. Prime : \* 3 550 \$  
\* Les montants indiqués sont en monnaie canadienne
7. Date de  
rétroactivité : 23 juillet 2004
8. Ce certificat garantit l'ASSURÉ de la couverture d'assurance de la police  
( EC35F-SRD-09-QUE ) jointe aux présentes.
9. Au moment de son émission, cette police contient le(s) avenant(s)  
no(s) : 1 à 6
10. ASSUREURS : Continental Casualty Company (CNA) 40,0 %  
Compagnie d'assurance Temple 25,0 %  
Aviva, Compagnie d'Assurance du Canada 20,0 %  
Réassurance XL Amérique 15,0 %

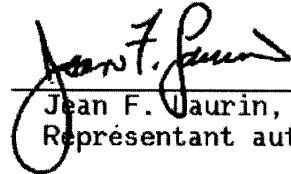
Il est convenu que chacun des ASSUREURS s'engage seulement pour le montant déterminé en multipliant son pourcentage de participation par le montant du SINISTRE, le tout sans solidarité entre eux.

Aux fins de la Loi sur les sociétés d'assurances (Canada), ce document a été établi dans le cadre des opérations d'assurance au Canada des assureurs.

GESTIONNAIRE D'ASSURANCE : Groupe ENCON inc.  
500-1400, Blair Place  
Ottawa (Ontario) K1J 9B8  
Téléphone : 613-786-2000  
Télecopieur : 613-786-2001

EN FOI DE QUOI, les ASSUREURS ont dûment autorisé Groupe ENCON inc. à exécuter  
et signer le présent certificat d'assurance.

DATÉE : 26 septembre 2012

  
Jean F. Daurin, Président  
Représentant autorisé

# Police

## Assurance contre les erreurs et omissions des consultants en environnement

LA PRÉSENTE POLICE PRÉVOIT UNE GARANTIE SUR LA BASE DES RÉCLAMATIONS PRÉSENTÉES ET DÉCLARÉES. VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT L'INTÉGRALITÉ DE LA PRÉSENTE POLICE.

LES TERMES ÉCRITS EN MAJUSCULES ONT UN SENS PARTICULIER. VEUILLEZ VOUS REPORTER À LA SECTION DE LA PRÉSENTE POLICE QUI EN DONNE LA DÉFINITION (PARTIE I).

### PARTIE I – DÉFINITIONS

Tels qu'utilisés dans cette police d'assurance, les mots ou expressions suivants signifieront :

#### 1. ASSURÉ

L'ASSURÉ désigné nommé aux Conditions particulières ainsi que les personnes décrites ci-après, mais uniquement pour les RÉCLAMATIONS résultant d'une faute, d'une erreur ou d'une omission en rendant des SERVICES ASSURÉS, lorsque ces personnes agissent dans le cadre de leurs fonctions :

- (a) les associés, administrateurs, directeurs, ou employés présents ou passés de l'ASSURÉ désigné;
- (b) les personnes physiques ou morales dont l'ASSURÉ désigné a retenu les services par contrat de services personnels;
- (c) les employés de tiers au service de l'ASSURÉ désigné, mais uniquement dans le cadre des fonctions que l'ASSURÉ désigné leur a assigné.

#### 2. ASSUREURS

Les sociétés d'assurances dont les noms figurent aux Conditions particulières. Il est convenu que chacun des ASSUREURS ne s'engage que pour sa tranche de couverture et uniquement pour le montant déterminé en multipliant le pourcentage de sa participation à la couverture par le montant du SINISTRE, le tout sans solidarité entre eux.

#### 3. CORPS FISSIBLES

Tout corps désigné susceptible d'émettre de l'énergie atomique par fission nucléaire ou duquel peut être obtenu un autre corps susceptible d'émettre de l'énergie atomique par fission nucléaire.

#### 4. DOMMAGES

Les DOMMAGES compensatoires, y compris les intérêts accordés par les tribunaux.

#### 5. GESTIONNAIRE D'ASSURANCE

L'administrateur d'assurance, en vertu de la présente police, lequel est dûment autorisé à émettre cette assurance de même qu'à recevoir et émettre des avis pour les ASSUREURS ou en leur faveur. Le nom et l'adresse du GESTIONNAIRE D'ASSURANCE apparaissent aux Conditions particulières. Le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE n'est pas partie à ce contrat d'assurance.

#### 6. INSTALLATION NUCLÉAIRE

- (a) Tout appareil conçu ou utilisé pour produire la fission de l'atome dans une réaction en chaîne ou pour contenir une masse critique de plutonium, de thorium, d'uranium ou de plusieurs de ces corps;
- (b) tout appareillage ou dispositif conçu ou utilisé :
  - (i) pour séparer les isotopes du plutonium, du thorium, de l'uranium ou de plusieurs de ces corps;
  - (ii) pour traiter ou employer le combustible épuisé;
  - (iii) pour transporter, traiter ou emballer les déchets;
- (c) tout appareillage ou dispositif servant à traiter, fabriquer ou convertir en alliage le plutonium, le thorium, l'uranium enrichi d'isotope d'uranium 233 ou d'uranium 235, ou plusieurs de ces corps, si à n'importe quel moment la quantité totale de cette substance dont l'ASSURÉ a la garde dans les locaux où se trouve cet appareillage ou dispositif, constitue ou contient plus de 25 grammes de plutonium ou d'uranium 233, ou d'une

combinaison de ces corps, ou plus de 250 grammes d'uranium 235;

- (d) toute construction, cuve, excavation et tout local ou lieu destinés ou servant à entreposer ou détruire les déchets de SUBSTANCES RADIOACTIVES.

Les éléments énumérés ci-dessus comprennent l'endroit où chacun d'eux se trouve, de même que toutes les opérations qui y sont effectuées et tous les lieux servant à ces opérations.

## 7. POLLUTION

L'émission, le rejet, la dispersion, l'échappement ou l'évacuation de fumée, de gaz, de vapeurs, de suie, d'émanations, d'acides, d'alcalis, de substances toxiques, de déchets, d'irritants, de contaminants ou de polluants, que ce soit au sol ou dans l'eau, peu importe le lieu où ils sont contenus et de quelle façon, ou dans un système de drainage ou dans un réseau d'égouts, ou dans l'atmosphère.

## 8. RÉCLAMATION

- (a) Toute demande monétaire, verbale ou écrite; ou

- (b) toute allégation, verbale ou écrite;

reçue par l'ASSURÉ et ayant trait à la prestation des SERVICES ASSURÉS ou résultant d'une faute, d'une erreur, d'une omission ou d'une négligence en rendant des SERVICES ASSURÉS.

## 9. RISQUE D'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Les propriétés radioactives, toxiques, explosives ou autrement dangereuses des SUBSTANCES RADIOACTIVES.

## 10. SERVICES ASSURÉS

Les services rendus par l'ASSURÉ, lorsqu'il agit en tant que consultant en environnement et selon les règles qui régissent la pratique de consultation en environnement.

## 11. SINISTRE

Une ou plusieurs RÉCLAMATIONS résultant ou ayant rapport aux mêmes erreurs ou omissions lors de la prestation de SERVICES ASSURÉS par l'ASSURÉ, peu importe le nombre de poursuites, de réclamants ou d'ASSURÉS. Ces RÉCLAMATIONS sont considérées déclarées pendant la période d'assurance durant laquelle la première RÉCLAMATION fut déclarée, et sont alors sujettes seulement aux limites de responsabilité de ladite période d'assurance.

## 12. SUBSTANCES RADIOACTIVES

L'uranium, le thorium, le plutonium, le neptunium, leurs dérivés et composés respectifs, les isotopes radioactifs d'autres éléments et toutes les autres substances que la Commission de Contrôle de l'Énergie Atomique peut, par règlement, désigner comme substances prescrites capables de dégager de l'énergie atomique ou requises pour la production, l'usage ou l'application de l'énergie atomique.

# PARTIE II – CONVENTIONS D'ASSURANCE

## A. CONVENTIONS GÉNÉRALES

En contrepartie de la prime indiquée aux Conditions particulières et sur la foi des énoncés faits à la proposition et des documents annexés, sous réserve des modalités, conditions et limitations de la présente police, les ASSUREURS conviennent de payer, pour le compte de l'ASSURÉ, les sommes que l'ASSURÉ sera légalement tenu de payer à titre de DOMMAGES en raison d'une RÉCLAMATION présentée pour la première fois et déclarée aux ASSUREURS pendant la période d'assurance, résultant d'une erreur, d'une omission ou d'un acte de négligence de l'ASSURÉ en rendant des SERVICES ASSURÉS :

1. pendant la période d'assurance; ou
2. avant la date d'entrée en vigueur de la présente police, mais après la date de rétroactivité (si une telle date est indiquée aux Conditions particulières), pourvu toutefois qu'à la date d'entrée en vigueur de la présente police, l'ASSURÉ n'ait pas eu connaissance de la RÉCLAMATION ou d'une circonstance pouvant donner lieu à une RÉCLAMATION.

IL EST PRÉCISÉ QUE, SOUS RÉSERVE DE SES MODALITÉS, LIMITES ET CONDITIONS, CETTE POLICE D'ASSURANCE NE S'APPLIQUE QU'AUX RÉCLAMATIONS PRÉSENTÉES POUR LA PREMIÈRE FOIS À L'ASSURÉ ET DÉCLARÉES AUX ASSUREURS DURANT LA PÉRIODE D'ASSURANCE.

## B. DÉFENSE ET AUTRES PAIEMENTS

Dans le cas où les Conventions générales de la Partie II de cette police s'applique, les ASSUREURS conviennent de plus à :

1. assumer la défense de l'ASSURÉ dans toute poursuite intentée contre lui devant un tribunal canadien de juridiction civile, que cette juridiction soit fédérale ou provinciale et ce, même si cette poursuite est sans fondement, fautive ou frauduleuse;
2. payer le coût de toute prime relative à des cautionnements destinés à obtenir la mainlevée de saisies et toute prime de cautionnements d'appel pour un montant n'excédant pas les montants d'assurance assumés par les ASSUREURS, mais sans obligation pour les ASSUREURS de demander ou de fournir de tels cautionnements;
3. payer tous les frais engagés au Canada pour l'enquête, la défense, la négociation, le litige et la conclusion de règlement;
4. payer tous les frais taxés contre l'ASSURÉ à la suite d'un jugement émanant d'un tribunal canadien de juridiction civile, que cette juridiction soit fédérale ou provinciale;

5. payer toutes les dépenses raisonnables engagées par l'ASSURÉ à la demande des ASSUREURS, autres que la perte de revenus.
- C. Le paiement des montants prévus au paragraphe B de la Partie II doit être considéré en sus de la limite de la garantie applicable des ASSUREURS.

**D. LIMITES TERRITORIALES**

Cette police couvre seulement les DOMMAGES résultant de SERVICES ASSURÉS, pourvu que les RÉCLAMATIONS soient présentées pour la première fois au Canada.

**PARTIE III – EXCLUSIONS**

La présente assurance ne s'applique pas aux :

**1. AMENDES, PÉNALITÉS**

RÉCLAMATIONS résultant d'amendes, de pénalités, de dommages punitifs ou exemplaires.

**2. ASSURÉ(S) C. ASSURÉ**

RÉCLAMATIONS amorcées par un ou plusieurs ASSURÉS contre un autre ASSURÉ.

**3. AUTRES ACTIVITÉS**

DOMMAGES résultant de la responsabilité de l'ASSURÉ pour des services ou des activités autres que les SERVICES ASSURÉS.

**4. AUTRE ASSURANCE**

RÉCLAMATIONS garanties par une autre assurance à laquelle l'ASSURÉ a souscrit.

**5. COENTREPRISES**

RÉCLAMATIONS résultant du fait que l'ASSURÉ participe à une coentreprise (*joint venture*), une association ou un partenariat qui ne sont pas nommés à titre d'ASSURÉ désigné, à moins que cette police n'ait été émise à cette fin.

**6. CONCEPTION-CONSTRUCTION**

RÉCLAMATIONS résultant de :

- (a) travaux de construction, d'érection, d'installation, de fabrication, d'assemblage ou d'usinage,
- (b) la mise hors service, la remise en état, le nettoyage, l'enlèvement, l'isolation, la détoxification, la neutralisation de tout bien, polluant ou matière contaminante;

lorsqu'à la fois ces travaux sont exécutés par l'ASSURÉ ou pour son compte et auront fait l'objet des SERVICES ASSURÉS.

**7. CONNAISSANCE ANTÉRIEURE**

RÉCLAMATIONS ou circonstances, déclarées ou non dans la proposition, connues de tout ASSURÉ au moment de l'entrée en vigueur de la présente police; cependant, lorsque cette police remplace, sans interruption, une police déjà émise par le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE, la présente exclusion ne s'applique qu'aux SINISTRES déjà connus de l'ASSURÉ avant l'entrée en vigueur de la police ainsi remplacée.

**8. DIFFAMATION**

RÉCLAMATIONS résultant de DOMMAGES causés par :

- (a) paroles ou écrits de matériel, de déclaration ou interview diffusés par les médias qui diffament une personne ou un organisme ou déprécient les biens, produits ou services d'une personne ou d'un organisme; ou
- (b) paroles ou écrits publiés de matériel violant le droit à la vie privée.

**9. DOMMAGES CAUSÉS PAR DES ACTES DÉLIBÉRÉS**

RÉCLAMATIONS résultant de DOMMAGES causés par des propos délibérés, malhonnêtes, criminels ou frauduleux par l'ASSURÉ, à moins qu'ils n'aient été faits dans le but de protéger des personnes ou des biens; toutefois cette exclusion ne s'applique pas à tout ASSURÉ qui n'est pas l'auteur ni le complice de cet acte.

**10. ESTIMATIONS DE PROFITS**

RÉCLAMATIONS résultant de garanties ou certifications expresses données par l'ASSURÉ en ce qui concerne des estimations de profit, des évaluations de profit ou de rendement sur capital.

**11. FAILLITE, INSOLVABILITÉ**

RÉCLAMATIONS résultant des conséquences de la faillite ou de l'insolvabilité de l'ASSURÉ.

**12. IMPLICATION DANS UNE ENTREPRISE CONNEXE**

RÉCLAMATIONS présentées contre l'ASSURÉ, lorsque ces RÉCLAMATIONS impliquent une entreprise d'affaires (ou ses cessionnaires) :

- (a) dont un ASSURÉ est entièrement ou partiellement le propriétaire;
- (b) qui est entièrement ou partiellement opérée ou gérée par un ASSURÉ;
- (c) qui a directement ou indirectement un intérêt quelconque dans la propriété ou la gestion des affaires d'un ASSURÉ;
- (d) dont un ASSURÉ est un associé, administrateur, directeur ou employé.

### 13. POLLUTION

RÉCLAMATIONS résultant de ou attribuables à la POLLUTION.

### 14. PRÉJUDICE CORPOREL LIÉ À L'AMIANTE

RÉCLAMATIONS résultant de DOMMAGES pour cause de PRÉJUDICE CORPOREL réellement ou prétendument, en totalité ou en partie, directement ou indirectement :

- (a) causé par de l'amiante ou tout matériel dérivé de l'amiante;
- (b) fondé sur de l'amiante ou tout matériel dérivé de l'amiante; ou
- (c) ayant trait de quelque manière à de l'amiante ou à tout matériel dérivé de l'amiante;

sous quelque forme ou en quelque quantité que ce soit.

Cette exclusion s'applique à de telles RÉCLAMATIONS, peu importe l'existence de toute autre cause ou de tout autre événement (assuré ou non) ayant contribué simultanément ou autrement à la survenance du PRÉJUDICE CORPOREL.

Dans le contexte de cette exclusion, le terme PRÉJUDICE CORPOREL s'entend d'une blessure, d'une maladie, d'une souffrance morale ou d'un choc, y compris le décès résultant de l'un des éléments énumérés ci-dessus à quelque moment que ce soit.

### 15. RESPONSABILITÉ ASSUMÉE

RÉCLAMATIONS résultant de la responsabilité assumée par l'ASSURÉ en vertu d'un contrat ou d'une entente; cependant cette exclusion ne s'applique pas à la responsabilité de l'ASSURÉ pour des sous-traitants oeuvrant à contrat pour l'ASSURÉ ni à la responsabilité de l'ASSURÉ pour les fautes, erreurs, omissions ou actes de négligence de la part de ses employés.

### 16. RISQUE DE GUERRE

RÉCLAMATIONS résultant de DOMMAGES causés directement ou indirectement par la guerre, l'invasion, les actes d'un ennemi étranger, les hostilités (que la guerre soit déclarée ou non), la guerre civile, la rébellion, la révolution, l'insurrection.

### 17. RISQUE NUCLÉAIRE

RÉCLAMATIONS :

- (a) résultant de la responsabilité imposée par une loi sur la responsabilité nucléaire;
- (b) pour lesquels un ASSURÉ en vertu de la présente police est aussi assuré par un contrat d'assurance de responsabilité garantissant le risque nucléaire (que le nom de l'ASSURÉ apparaisse ou non dans ce contrat et que l'ASSURÉ puisse en exiger légalement l'exécution ou non), établi par la *Nuclear Insurance Association of Canada* ou par

tout autre groupe ou consortium d'assureurs, ou serait assuré par un tel contrat si celui-ci n'avait pris fin par suite de l'épuisement de sa limite de la garantie;

- (c) qui résultent directement ou indirectement du RISQUE D'ÉNERGIE NUCLÉAIRE résultant :

- (i) de la propriété, l'entretien, l'exploitation ou l'usage d'une INSTALLATION NUCLÉAIRE par un ASSURÉ ou pour son compte;
- (ii) de la fourniture par un ASSURÉ de services, matières, pièces ou équipement se rattachant à l'étude, la construction, l'entretien, au fonctionnement ou à l'usage d'une INSTALLATION NUCLÉAIRE;
- (iii) de la possession, la consommation, l'usage, la manutention, le transport ou l'élimination de CORPS FISSIBLES ou d'autres SUBSTANCES RADIOACTIVES vendus, manutentionnés, utilisés ou distribués par un ASSURÉ;

mais il est convenu que cette exclusion ne s'applique pas à l'usage d'isotopes radioactifs à des fins commerciales ou médicales.

### 18. SOIN, GARDE ET CONTRÔLE

RÉCLAMATIONS résultant de dommage causé aux biens dont l'ASSURÉ a la garde ou sur lesquels il a un pouvoir de gestion ou de direction.

## PARTIE IV – CALCUL DES MONTANTS PAYABLES PAR LES ASSUREURS

### LIMITE DE LA GARANTIE DES ASSUREURS

Sujette, s'il y a lieu, à la franchise indiquée aux Conditions particulières, la responsabilité des ASSUREURS en vertu des Conventions générales de la Partie II est limitée, pour chaque SINISTRE et dans l'ensemble des SINISTRES par période d'assurance aux montants mentionnés aux Conditions particulières.

## PARTIE V – CONDITIONS

### 1. ACTION DIRIGÉE CONTRE LES ASSUREURS

L'ASSURÉ ne pourra pas intenter une action contre les ASSUREURS, à moins qu'il ne se soit soumis au préalable à toutes les conditions de la présente police.

### 2. ASSURÉ DESIGNÉ REPRÉSENTE TOUS LES ASSURÉS

L'ASSURÉ désigné, les ASSURÉS, les ASSUREURS et le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE conviennent que l'ASSURÉ désigné représente tous les ASSURÉS de cette police.

### 3. AVIS DE RÉCLAMATION

La présente police prévoit une garantie sur la base de RÉCLAMATIONS présentées et déclarées. Dès que l'ASSURÉ est informé d'une RÉCLAMATION, il doit immédiatement en donner un avis écrit, incluant les détails pertinents, au GESTIONNAIRE D'ASSURANCE, Groupe ENCON inc., à l'adresse indiquée aux Conditions particulières.

Si durant la période d'assurance, l'ASSURÉ est informé de circonstances pouvant donner lieu à une RÉCLAMATION, il devra en donner immédiatement un avis écrit à l'adresse ci-dessus mentionnée, et ce, avant la date d'échéance de la police concernée. Par conséquent, toute RÉCLAMATION qui en découlerait sera traitée comme ayant été présentée pendant la période d'assurance où l'avis a été donné.

Si la période d'assurance se termine un samedi, un dimanche ou un jour de congé statutaire, toute RÉCLAMATION présentée au GESTIONNAIRE D'ASSURANCE le premier jour ouvrable suivant sera considéré reçue pendant la période d'assurance.

Nonobstant ce qui précède, le retard à transmettre ou le défaut de donner l'avis requis par cette condition est cause de déchéance des droits de l'ASSURÉ si la violation de cette obligation a causé préjudice aux ASSUREURS.

### 4. CESSION

Aucune cession d'intérêt de cette police n'engagera les ASSUREURS jusqu'à ce que leur consentement ait été apposé aux présentes. Cependant si l'ASSURÉ désigné est déclaré failli, insolvable ou incompetent ou s'il décède pendant la période d'assurance, cette police couvrira le représentant légal de l'ASSURÉ désigné comme l'ASSURÉ désigné lui-même; par conséquent si un avis adressé à l'ASSURÉ désigné aux Conditions particulières est expédié à l'adresse indiquée dans cette police, cela constituera un avis envoyé au représentant légal.

### 5. CONFORMITÉ AUX LOIS

Les dispositions de la présente police qui sont incompatibles avec les lois de la province indiquée dans les Conditions particulières sont par les présentes modifiées afin d'être conformes à ces lois.

### 6. COLLABORATION DE L'ASSURÉ

L'ASSURÉ doit apporter son concours aux ASSUREURS et au GESTIONNAIRE D'ASSURANCE, et à la demande de ces derniers, aider à effectuer des règlements, à diriger des poursuites, assister aux auditions et aux procès, aider à recueillir et à produire les éléments de preuve de même qu'à assurer la présence des témoins.

Sauf à ses frais, l'ASSURÉ ne doit effectuer de son chef aucun paiement, n'assumer aucune obligation ni engager aucune dépense.

### 7. INSPECTION ET VÉRIFICATION

Les ASSUREURS ou le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE peuvent en tout temps inspecter les locaux de l'ASSURÉ. En rapport avec l'objet de la présente police, les ASSUREURS ou le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE peuvent aussi examiner les livres et dossiers de l'ASSURÉ durant la période d'assurance et au cours des deux (2) années qui suivent son échéance ou sa résiliation, pourvu qu'un préavis de quarante-huit (48) heures soit donné à l'ASSURÉ.

### 8. MODIFICATIONS

L'avis donné à un agent ou la connaissance d'un fait par un agent ou une autre personne ne constitue pas une renonciation ni une modification à quelque partie de la présente police et n'empêche pas les ASSUREURS de revendiquer les droits que celle-ci leur confère. On ne peut déroger aux dispositions de la présente police ni les modifier, sauf au moyen d'un avenant signé par le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE et délivré comme faisant partie intégrante de la présente police.

### 9. PLURALITÉ DES ASSURÉS

Lorsqu'une RÉCLAMATION est présentée contre plus d'un ASSURÉ, il est convenu que l'obligation des ASSUREURS aux termes de la présente police est la même que si des polices distinctes avaient été émises à chacun d'entre eux. Le total du montant payable aux termes des présentes pour le compte de tous les ASSURÉS, sans égard au nombre d'ASSURÉS en cause, ne peut dépasser les limites de garantie indiquées dans les Conditions particulières.

### 10. RÈGLEMENT ET CONTESTATION DE RÉCLAMATIONS

Advenant une RÉCLAMATION, ni les ASSUREURS ni le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE ne régleront un SINISTRE sans avoir au préalable obtenu le consentement écrit de l'ASSURÉ.

Cependant si un règlement était rendu impossible par le seul refus de l'ASSURÉ, celui-ci devra continuer à ses frais la contestation; la responsabilité des ASSUREURS étant alors limitée au montant pour lequel la RÉCLAMATION aurait pu être réglée et à tous les autres frais encourus en vertu des présentes jusqu'au jour du refus.

### 11. RÉSILIATION

(a) L'ASSURÉ désigné pourra résilier la police en envoyant au GESTIONNAIRE D'ASSURANCE un avis écrit à cet effet, indiquant à quelle date la résiliation doit prendre effet ultérieurement. Les ASSUREURS rembourseront l'excédent de la prime payée par l'ASSURÉ au-delà de la prime acquise pour le temps couru; le calcul s'effectuant d'après la table de courte échéance.

(b) Les ASSUREURS ou le GESTIONNAIRE D'ASSURANCE pourront également résilier cette assurance, en donnant à l'ASSURÉ désigné un

avis écrit à cet effet, soit par courrier recommandé, soit par livraison de main à main et la résiliation prendra effet trente (30) jours après la réception de l'avis; dans le cas de non-paiement de la prime, la résiliation prendra effet quinze (15) jours après la réception de l'avis. Les ASSUREURS rembourseront l'excédent de la prime payée par l'ASSURÉ au-delà de la prime annuelle pour le temps couru, le calcul se faisant au prorata.

## **12. SUBROGATION**

Dans le cadre de tout paiement effectué aux termes de la présente police, les ASSUREURS sont subrogés dans tous les droits et recours de l'ASSURÉ contre toute personne physique ou morale, et l'ASSURÉ devra signer et livrer tous les actes et documents et prendre toutes les dispositions nécessaires pour garantir ces droits. L'ASSURÉ devra s'abstenir de faire quoi que ce soit qui puisse porter préjudice à ces droits.

## **13. SUSPENSION DE PERMIS OU ADMINISTRATION PROVISOIRE**

Si l'ASSURÉ devait voir son permis d'opération suspendu en vertu des lois qui le régissent ou devait se voir imposer une administration provisoire par les autorités gouvernementales, il devra en donner avis au GESTIONNAIRE D'ASSURANCE dans un délai n'excédant pas trente (30) jours suivant la date de la suspension ou de l'administration provisoire.



# Avenant

---

Avenant no : 0001  
Formule standard no : A-11EOF  
Fait partie intégrante  
de la police numéro : SRD408471

Sous-limite de garantie applicable à la responsabilité  
pour cause de préjudice corporel liés à l'amiante

Il est convenu que la rubrique 14. de la PARTIE III - EXCLUSIONS est supprimée de cette police.

De plus, le montant maximal que les ASSUREURS paieront à l'égard de toute RÉCLAMATION de DOMMAGES pour cause de PRÉJUDICE CORPOREL réellement ou prétendument, en totalité ou en partie, directement ou indirectement :

- (a) causé par de l'amiante ou tout matériel dérivé de l'amiante;
- (b) fondé sur de l'amiante ou tout matériel dérivé de l'amiante; ou
- (c) ayant trait de quelque manière à de l'amiante ou à tout matériel dérivé de l'amiante;

sous quelque forme ou en quelque quantité que ce soit, est assujetti à une limite de garantie par RÉCLAMATION et pour la totalité de la période d'assurance d'un montant de 500 000 \$.

Les obligations des ASSUREURS de défendre et de faire des paiements supplémentaires, si ces obligations sont prévues dans cette police, sont comprises dans cette limite de garantie et ne font pas augmenter les limites de garantie des ASSUREURS qui figurent dans les Conditions particulières de cette police.

Dans le contexte de cette exclusion, le terme PRÉJUDICE CORPOREL s'entend d'une blessure, d'une maladie, d'une souffrance morale ou d'un choc, y compris le décès résultant de l'un des éléments énumérés ci-dessus à quelque moment que ce soit.

Sous réserve des termes du présent avenant, les modalités, dispositions et conditions de la présente police demeurent pleinement en vigueur.

# Avenant

---

Avenant no : 0002  
Formule standard no : BSRDTRAILF  
Fait partie intégrante  
de la police numéro : SRD408471

## EMPLOYEUR ANTÉRIEUR

Le but de cet avenant est de limiter VOTRE couverture.

L'ASSUREUR ne VOUS couvrira pas, ne paiera pas de DOMMAGES, de VOUS DÉFENDRA pas ni ne fera de paiements supplémentaires pour des RÉCLAMATIONS découlant des services que VOUS avez fournis pour le compte de VOTRE (VOS) employeur(s) antérieur(s), en tant qu'employé à moins que cet employeur antérieur soit spécifiquement nommé en tant qu'ASSURÉ DÉSIGNÉ sous VOTRE POLICE.

Sous réserve des termes du présent avenant, les modalités, dispositions et conditions de la présente police demeurent pleinement en vigueur.

# Avenant

---

Avenant no : 0003  
Formule standard no : M-3EOF  
Fait partie intégrante  
de la police numéro : SRD408471

Exclusion applicable aux moisissures

La présente police est modifiée comme suit :

A. PARTIE I - DÉFINITIONS est modifiée pour inclure ce qui suit :

## 13. CHAMPIGNONS

Toute forme de champignons, notamment la levure, les moisissures, la végétation mycélienne, la rouille ou le fumeron.

B. PARTIE III - EXCLUSIONS est modifiée pour inclure ce qui suit :

RÉCLAMATIONS fondées, en totalité ou en partie, sur ce qui suit ou en découlant :

- (a) l'inhalation ou l'ingestion de ce qui suit, le contact ou l'exposition à ce qui suit, l'existence, le développement ou la présence de ce qui suit, qu'il soit réel, prétendu ou imminent;
- (b) tous frais ou dépenses encourus afin de prévenir, réagir à la présence de, d'effectuer des essais à l'égard de, contrôler, diminuer les effets de, mitiger, enlever, nettoyer, contenir, remédier, traiter, détoxifier, neutraliser, évaluer ou réagir de quelque façon ou de disposer de ce qui suit :
- (c) le défaut réel ou prétendu de déceler, déclarer, contrôler, nettoyer, enlever, contenir, traiter, détoxifier, neutraliser ce qui suit, d'effectuer des essais à cet égard, d'en disposer, de réagir à la présence, d'évaluer les effets ou d'informer de l'existence ou des conditions potentielles de développement de ce qui suit;

des CHAMPIGNONS ou des spores, des mycotoxines, des odeurs ou toutes autres substances, tous produits, sous-produits résultant de la présence actuelle ou passée de CHAMPIGNONS, libérés par cette présence ou en découlant.

De telles RÉCLAMATIONS sont exclues malgré toute autre cause ou événement contribuant de façon concourante ou selon toute autre séquence à l'égard du SINISTRE.

Sous réserve des termes du présent avenant, les modalités, dispositions et conditions de la présente police demeurent pleinement en vigueur.

# Avenant

---

Avenant no : 0004  
Formule standard no : P-4EOF  
Fait partie intégrante  
de la police numéro : SRD408471

Pollution - couverture

En contrepartie du paiement de la prime, il est convenu que la rubrique 13. de la PARTIE III - EXCLUSIONS, de cette police est supprimée.

Sous réserve des termes du présent avenant, les modalités, dispositions et conditions de la présente police demeurent pleinement en vigueur.

# Avenant

---

Avenant no : 0005  
Formule standard no : W-1EOF  
Fait partie intégrante  
de la police numéro : SRD408471

## Garanties/certifications - Exclusion

Il est convenu que l'exclusion suivante est ajoutée à la PARTIE III - EXCLUSIONS de la présente police :

### 19. GARANTIES/CERTIFICATIONS

RÉCLAMATIONS découlant de clauses de garantie expresse, de cautionnement ou de clauses pénales consenties à autrui, sauf pour la responsabilité légale qui existerait par ailleurs, en l'absence de ces clauses.

Sous réserve des termes du présent avenant, les modalités, dispositions et conditions de la présente police demeurent pleinement en vigueur.

# Avenant

---

Avenant no : 0006  
Formule standard no : F-2EOF  
Fait partie intégrante  
de la police numéro : SRD408471

## Firmes antérieures

Il est convenu que la définition suivante est ajoutée à la PARTIE I -  
DÉFINITIONS de la présente police :

### 14. FIRMES ANTÉRIEURES

Noms antérieurs, firmes, pratiques acquises avant la date d'entrée en  
vigueur de la police où l'ASSURÉ est responsable de la responsabilité  
professionnelle.

De plus, il est convenu que la police couvre la responsabilité de l'ASSURÉ  
désigné découlant de sa participation dans les FIRMES ANTÉRIEURES décrites  
ci-dessous :

### GRUPE ENVIRO-CONSEIL G S

mais seulement du 23 juillet 2004 au 02 novembre 2004.

Sous réserve des termes du présent avenant, les modalités, dispositions et  
conditions de la présente police demeurent pleinement en vigueur.

De plus, VOUS déclarez par les présentes que ni la firme ni aucun de ses  
associés, de ses membres de l'exécutif, de ses administrateurs ou de ses  
directeurs n'ont connaissance d'une erreur, d'une omission, d'une négligence,  
d'un conflit de travail non réglé ou de toute autre circonstance qui  
pourrait entraîner une RÉCLAMATION contre la firme, ses prédécesseurs, ou  
l'un des administrateurs, des membres de l'exécutif ou des directeurs  
présents ou passés. De plus, il est par les présentes confirmé qu'aucune  
RÉCLAMATION qui pourrait bénéficier de cette garantie d'assurance n'a  
été dirigée contre la firme ou contre toute autre entité décrite ci-  
haut au cours des cinq dernières années, sauf en ce qui a trait aux  
RÉCLAMATIONS déjà portées à l'attention de l'ASSUREUR.

Signature de l'ASSURÉ : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Heure : \_\_\_\_\_

Cette date est celle de l'entrée en vigueur de cet avenant.  
Cet avenant est valide seulement lorsque signé et daté par VOUS dans les 30

jours suivant l'émission.

Émis à :

GROUPE ENVIRO-CONSEIL GS INC.

et tout autres ASSURÉS aux termes de la  
présente police.

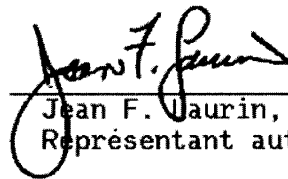
Date d'entrée en

vigueur est le :

19 septembre 2012, 00 h 01 heure local

Fait et signé au nom des ASSUREURS par le Groupe ENCON inc., tel que dûment  
autorisé.

Datée : 25 septembre 2012



---

Jean F. Laurin, Président  
Représentant autorisé